

POUR QUI VOTENT LES CASERNES ?

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach

15/07/2019

Opération Sentinelle, interventions sur les théâtres d'opérations extérieures, manifestations des « gilets jaunes » : les militaires et les gendarmes mobiles sont très présents dans l'actualité. Au lendemain de la Fête nationale et du défilé militaire, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach font parler le vote de la « grande muette » et analysent les résultats électoraux dans les villes de garnisons et dans les bureaux dont dépendent les casernes de gendarmes mobiles.

Quand les militaires se rendent aux urnes

Compte tenu du poids démographique restreint des militaires dans la population totale, il n'est pas possible de disposer de données fiables sur leurs comportements électoraux en ayant recours à des sondages auprès d'échantillons nationaux représentatifs au sein desquels cette catégorie ne sera représentée que par quelques individus. On peut, en revanche, approcher la réalité du vote des militaires en analysant les résultats dans certaines communes abritant une implantation militaire. Pour ce faire, il convient néanmoins de retenir des communes où le poids des militaires et de leur famille pèse significativement, c'est-à-dire des lieux où les effectifs sont relativement conséquents mais où la population communale est relativement limitée. En effet, dans des villes moyennes ou grandes, compte tenu de la taille de la population, les effectifs des garnisons militaires, quand elles existent, sont trop dilués pour que l'on puisse détecter un éventuel impact statistique de leur présence sur les résultats électoraux de la commune.

Des scores élevés pour le Rassemblement national (RN) dans les petites villes de garnison

Plusieurs unités de l'armée de terre sont implantées dans des communes assez peu peuplées. Dans la Marne, c'est notamment le cas à Mourmelon-le-Grand et Mourmelon-le-Petit où sont situés un important camp de manœuvre et différentes unités, dont le 501^e régiment de chars de combat, ou à Suippes où sont implantés le 40^e régiment d'artillerie ainsi que le 132^e bataillon cynophile. On trouve également d'importantes concentrations militaires dans les communes de Sissonne dans l'Aisne (94^e régiment d'infanterie), à Auxonne en Côte-d'Or (511^e régiment du train) ou bien encore à Mailly-le-Camp dans l'Aube (5^e régiment de dragons). Dans le Sud de la France, la Légion étrangère compte

des effectifs conséquents dans les petites communes de Saint-Christol dans le Vaucluse et de La Cavalerie dans l'Aveyron.

Comme le montre le tableau ci-dessous, toutes ces communes ont enregistré lors des élections européennes de 2019 un vote Rassemblement national (RN) très nettement supérieur à la moyenne départementale, ce qui plaide pour l'hypothèse d'un tropisme frontiste très marqué dans la population militaire.

Européennes 2019 : un niveau de vote RN très supérieur à la moyenne départementale dans certaines communes abritant une implantation militaire

Commune	Département	% de vote RN dans la commune	% de vote RN dans le département	Écart
Mailly-le-Camp	Aube	50,4%	33,4%	+ 17 pts
Sissonne	Aisne	50,3%	39,9%	+ 10,4 pts
Suippes	Marne	45,5%	30,2%	+ 15,3 pts
Mourmelon-le-Grand	Marne	44,9%	30,2%	+ 14,7 pts
Mourmelon-le-Petit	Marne	41,3%	30,2%	+ 11,1 pts
Saint-Christol	Vaucluse	40,4%	32,5%	+ 7,9 pts
La Cavalerie	Aveyron	33,7%	19,1%	+ 14,6 pts
Auxonne	Côte-d'Or	32,5%	23,9%	+ 8,6 pts

Ce tropisme s'observe certes déjà depuis de nombreux scrutins mais l'analyse montre qu'il s'est renforcé ces dernières années. Le vote Front national (FN) dans ces communes à forte présence militaire a connu un premier bond entre l'élection présidentielle de 2012 et les européennes de

2014. On peut penser que l'arrivée de la gauche au pouvoir et les premières années du quinquennat de François Hollande ainsi que les divisions régnant à droite ont fait basculer vers le parti de Marine Le Pen une partie de l'électorat militaire jusque-là acquis à la droite. L'audience du FN a ensuite encore progressé très significativement à l'occasion des élections régionales de décembre 2015, scrutin ayant eu lieu quelques semaines seulement après les attentats du 13 novembre. Les attaques très meurtrières dont fut victime notre pays et le climat s'apparentant à l'entrée dans une situation de guerre ont manifestement eu un effet non négligeable dans cet électorat se trouvant *de facto* en première ligne pour lutter contre l'ennemi islamiste sur le territoire national (opération Sentinelle) comme au Levant.

2012-2019 : évolution du vote Front national (FN)/Rassemblement national (FN) dans certaines communes abritant une implantation militaire

Commune	1 ^{er} tour - présidentielle 2012	Européennes 2014	1 ^{er} tour - régionales 2015	1 ^{er} tour - présidentielle 2017	Européennes 2019
Mailly-le-Camp	34,1%	44,7%	53,7%	41,4%	50,4%
Sissonne	26,3%	39,5%	45,7%	37,4%	50,3%
Suippes	37,3%	45,7%	54,3%	47,1%	45,5%
Mourmelon-le-Grand	33,2%	37,9%	48,6%	44%	44,9%
Mourmelon-le-Petit	29,6%	42,1%	55,3%	43,2%	41,3%
Auxonne	23,9%	34,7%	35,6%	30,5%	32,5%

Depuis ce « climax » post-13 novembre 2015, le vote FN/RN a reflué à la présidentielle de 2017 dans ces villes de garnison. Mais aux européennes de 2019, il y a repris des couleurs et demeure toujours très élevé. Le RN a sans doute en partie bénéficié, d'une part, d'un mécontentement de la base militaire à l'encontre du président de la République qui avait commencé son quinquennat en sanctionnant le très respecté général de Villiers, chef d'état-major des armées, et, d'autre part, de l'effondrement du vote en faveur des Républicains lors des européennes. On constate, en effet, que ces communes ont été elles aussi concernées par le dévissage enregistré sur le plan national par la

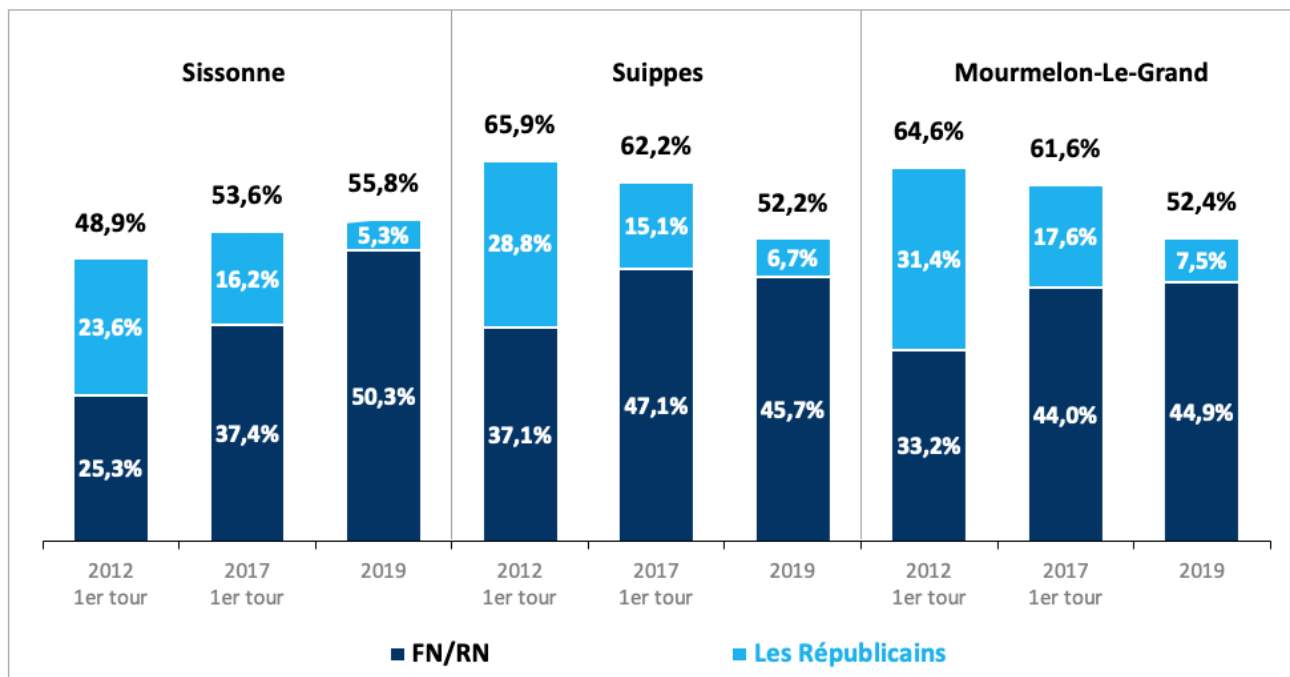
liste des Républicains, en fort repli par rapport au score de François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle. Ainsi, la déroute de la droite aura également frappé la composante militaire de son électorat.

2017-2019 : évolution du vote Les Républicains (LR) dans certaines communes abritant une implantation militaire

Commune	1 ^{er} tour - présidentielle 2017 - F. Fillon	Européennes 2019 - F.-X. Bellamy	Écart
Mailly-le-Camp	25,9%	10,4%	- 15,5 pts
Auxonne	19%	10,3%	- 8,7 pts
Mourmelon-le-Grand	17,6%	7,5%	- 10,1 pts
Sissonne	16,2%	5,3%	- 10,9 pts
Suippes	15,1%	6,7%	- 8,4 pts
Mourmelon-le-Petit	12,7%	7,3%	- 5,4 pts

Comme le montre le graphique suivant, on assiste depuis 2017 dans ce milieu à une captation progressive de l'électorat de droite par le FN/RN. Même si La République en marche (LREM) est parvenue à occuper une partie du terrain perdu par la droite, c'est le mouvement de Marine Le Pen qui a bénéficié des plus gros transferts.

2017-2019 : évolution du rapport de force Les Républicains (LR)/Front national (FN) dans quelques communes de garnison



Les reports de voix de l'entre deux tours de la présidentielle de 2017 avaient par ailleurs montré que l'électorat filloniste s'était puissamment reporté sur Marine Le Pen. Cette dernière en avait capté la majeure partie dans ces communes alors que le taux de report en provenance de la droite avait été nettement moins élevé sur le plan national.

Présidentielle 2017 : évolution du score de Marine Le Pen entre les deux tours dans certaines communes abritant une implantation militaire

Commune	1 ^{er} tour - Le Pen	1 ^{er} tour - Fillon	Total Le Pen + Fillon au 1 ^{er} tour	2 nd tour - Le Pen
Suippes	47,1%	15,1%	62,2%	65,3%
Mourmelon-le-Grand	44%	17,6%	61,6%	62,3%
Mailly-le-Camp	41,4%	25,9%	67,3%	60,7%
Mourmelon-le-Petit	43,2%	12,7%	55,9%	58,3%

Commune	1 ^{er} tour - Le Pen	1 ^{er} tour - Fillon	Total Le Pen + Fillon au 1 ^{er} tour	2 nd tour - Le Pen
Sissonne	37,4%	16,2%	53,6%	55,9%
Auxonne	30,5%	19%	45,9%	45,9%

Dans quasiment toutes ces communes, la candidate frontiste dominait très largement au second tour et elle atteignait un score équivalant, voire dépassant, dans la plupart des cas le total François Fillon + Marine Le Pen du premier tour. Ceci indique d'excellents reports de voix fillonistes mais aussi de l'électorat de Nicolas Dupont-Aignan, non négligeable dans ces communes.

Les bases aériennes ne sont pas en reste

Les garnisons de l'armée de terre ne sont pas les seules marquées par ce tropisme très droitier. Certaines implantations de l'armée de l'air sont aussi concernées comme, par exemple, la commune de Ventiseri, en Haute-Corse, qui abrite la base aérienne 126 de Ventiseri-Solenzara (employant 950 personnels). Cette commune comptant 1 796 inscrits, cela laisse donc penser que, même si tous les militaires et leurs familles ne résident pas dans cette commune (une partie habite aussi dans les villages voisins), ils représentent une part importante du corps électoral local. Or, la liste RN qui n'a atteint que 26,5% en moyenne en Haute-Corse aux dernières européennes enregistrait un résultat de 43,6% à Ventiseri et des scores également très élevés dans les communes voisines : 42,6% à Solaro, 39,4% à Serra-di-Fiumorbo et 35,2% à Prunelli-di-Fiumorbo.

Ce sur-vote pour le FN ne s'est pas uniquement manifesté lors de ce scrutin européen. Ainsi, alors que Marine Le Pen obtenait au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 une moyenne de 23,3% sur le département de la Haute-Corse, elle atteignait 27,5% à Solaro, 28% à Prunelli-di-Fiumorbo, 36,2% à Ventiseri et 36,7% à Serra-di-Fiumorbo. À Ventiseri, le score le plus important (38,9%) était obtenu dans le bureau de vote englobant la base aérienne contre 18% seulement dans un autre bureau plus excentré. Cette réalité n'avait pas échappé à Jean-Guy Talamoni, leader indépendantiste, qui déclarait sur France Inter le 28 décembre 2015, au lendemain des violences dans le quartier des jardins de l'Empereur à Ajaccio : « L'extrême droite est une idéologie importée en Corse. [...] Ce sont les bureaux de vote à proximité par exemple de la base de Solenzara, où il y a

beaucoup de militaires continentaux [...] où le FN fait des scores remarquables. »

La commune de Bricy, dans le Loiret, où est implantée la base aérienne 123, présente des caractéristiques similaires. La liste de Jordan Bardella a obtenu 38,1% des voix aux européennes contre une moyenne départementale de 25,3%. Lors de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen y enregistrait quasiment le même score avec 39,2% des voix. Les autres bases aériennes se situant à proximité d'agglomérations importantes, dans lesquelles les personnels sont dispersés quant à leur lieu de résidence, il n'est pas possible d'évaluer leur impact électoral.

Focus sur les bases militaires à l'étranger

Lors du dernier scrutin présidentiel, « l'effet garnison » s'était également fait sentir en dehors de nos frontières nationales. Alors que la candidate frontiste était sévèrement boudée par les expatriés et les « Français de l'étranger » (pour reprendre l'expression consacrée) avec un score de seulement 6,4% au premier tour dans ce corps électoral, son niveau apparaissait anormalement élevé (27,2%) à Djibouti, où est implantée l'une des principales bases militaires françaises à l'étranger. On repérait également la trace de la présence de militaires français dans le détail des résultats aux Émirats arabes unis. Marine Le Pen n'obtint que 4,9% en moyenne dans les bureaux de vote de Dubaï, mais son score était nettement plus élevé (12,6%) à Abu Dhabi, où est située une base abritant 900 militaires. Ces derniers sont nettement minoritaires parmi les expatriés français, mais leur présence pèse significativement sur les scores dans cet émirat.

Ce poids est moins important depuis quelques années car une partie des effectifs (la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère) a quitté les Émirats pour venir s'installer sur le plateau du Larzac dans l'Aveyron, dans la commune de La Cavalerie. Cette commune, qui comptait déjà une présence militaire, accueille, depuis 2016, cette nouvelle unité comprenant plus de 450 légionnaires et leurs familles (soit environ 1 000 personnes). Marine Le Pen y a atteint 33,7% au premier tour de 2017, soit plus du double de sa moyenne départementale (16,2%) et a progressé de 8,4 points par rapport au premier tour de 2012 dans cette commune contre une hausse de seulement 2,1 points dans l'ensemble de l'Aveyron. On peut penser que le renforcement de cette présence militaire n'est pas étranger à cette progression. Quarante-cinq ans après la mobilisation écolo-régionaliste contre l'extension du camp militaire du Larzac, ce territoire demeure marqué par cette histoire. Si à La Cavalerie, le RN domine très largement la liste Jadot (33,7% contre 7,3%), l'écologiste vire en tête à La Roque-Sainte-Marguerite (28,2% contre 16,5% pour Jordan Bardella), commune où est situé le hameau de Montredon, qui fut le principal foyer de la lutte et où réside encore José Bové.

Compte tenu de la géographie de l'implantation de la marine nationale, dont les principales bases

sont situées dans des villes importantes (Brest, Toulon et Cherbourg), il n'est pas possible d'apprécier le vote des marins de la Royale. Ces derniers étant dispersés dans de vastes agglomérations, leur vote est dilué au sein de corps électoraux locaux comptant plusieurs dizaines de milliers d'inscrits. On notera toutefois que la commune de Lanvéoc dans le Finistère, où est située une base aéronavale, affichait un sur-vote pour Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017 (35,6% contre une moyenne départementale de 22,7%).

Gendarmes et gardes républicains : un vote très bleu marine

Pour approcher le vote des gendarmes, comparer en milieu rural les résultats électoraux des communes dotées d'une brigade de gendarmerie avec ceux des communes qui en sont dépourvues n'a guère de sens car les quelques voix des gendarmes et de leurs familles seront diluées dans un corps électoral beaucoup trop large. Pour pallier cette difficulté, nous avons concentré notre analyse en milieu urbain sur les bureaux de vote abritant dans leur périmètre une caserne de la gendarmerie mobile. Comptant généralement un à deux escadrons (plus parfois un état-major ou des unités de soutien logistique), ces casernes concentrent en un même lieu des effectifs importants, de l'ordre de 180 à 500 personnes, car, contrairement aux militaires ou aux CRS, les gendarmes mobiles résident avec leurs familles dans les locaux de la caserne. Cette concentration en un même lieu d'effectifs gendarmiques importants – les gendarmes et leurs familles pouvant représenter entre 15% et 100% du corps électoral de ces bureaux de vote – offre une possibilité unique de pouvoir évaluer la réalité de ce vote, dont les caractéristiques sont, nous allons le voir, très particulières.

En 2012 déjà, la présence d'une caserne de gendarmerie mobile influait très nettement sur les résultats électoraux du bureau de vote concerné

Lors de l'élection présidentielle de 2012, les bureaux de vote auxquels sont rattachés les gendarmes mobiles et leurs familles se distinguèrent très clairement de leur environnement urbain. En effet, tous les bureaux abritant une caserne de la gendarmerie mobile affichaient à l'époque un vote pour Marine Le Pen à la présidentielle très nettement supérieur à la moyenne de leur ville (ou arrondissement pour Paris et Lyon). Dans tous les cas étudiés dans cette présente analyse (à l'exception d'Amiens), le bureau où se trouve la caserne était même le bureau qui accordait le plus fort vote à Marine Le Pen de toute la ville. Ce constat assez impressionnant se vérifie (comme le montre le tableau suivant) dans tous les types d'environnement et quel que soit le contexte sociologique et politique.

Le score de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012

	Bureau où est située la caserne	Moyenne de la ville	Écart
Hyères	42,1%	21,8%	+ 20,3 pts
Dijon	30,8%	13,4%	+ 17,4 pts
Toulouse	27,7%	10,3%	+ 17,4 pts
Drancy	32,9%	18,5%	+ 14,4 pts
Rennes	19,8%	7,3%	+ 12,5 pts
Amiens	23,8%	10%	+ 13,8 pts
Lyon	21%	9,9%	+ 11,1 pts
Maisons-Alfort	24,5%	13,7%	+ 10,8 pts
Orléans	19,8%	10%	+ 9,8 pts
Bron	24,9%	15,7%	+ 9,2 pts
Aubervilliers	21,8%	12,9%	+ 8,9 pts
Mont-de-Marsan	20,2%	13,5%	+ 6,7 pts
Melun	24%	17,4%	+ 6,6 pts
Bouliac	18,6%	14,5%	+ 4,1 pts

C'est vrai dans une ville déjà structurellement très frontiste, comme Hyères, comme dans des communes beaucoup plus réfractaires à ce vote comme Orléans ou Rennes. De la même façon, ce sur-vote FN et cette pole position se vérifient dans des grandes villes comme Toulouse ou Lyon aussi bien qu'à Aubervilliers en banlieue parisienne ou dans la petite commune de Bouliac (Gironde).

Cette très forte prime accordée à Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2012 était d'autant plus spectaculaire qu'elle ne s'accompagnait pas d'une minoration du vote en faveur de Nicolas Sarkozy. Ce dernier avait, en effet, obtenu des scores très proches de sa moyenne municipale dans ces bureaux de vote comme le montrent les quelques exemples suivants.

Le score de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012

	Bureau où est située la caserne	Moyenne de la ville	Écart
Bouliac	38,5%	33,7%	+ 4,8 pts
Bron	26,5%	26,4%	+ 0,1 pt
Dijon	25,4%	27,9%	- 2,5 pts
Aubervilliers	12,3%	14,9%	- 2,6 pts

À l'époque, le sur-vote au profit du FN ne s'est donc pas fait aux dépens de la droite qui était à son niveau mais c'est la gauche qui était très faible dans ce type de bureaux de vote. Par rapport à la moyenne communale, le total Jean-Luc Mélenchon + François Hollande affichait ainsi un retard de 12,5 points dans le bureau dijonnais, de 14 points à Lyon et de 24 points à Toulouse.

Si ce penchant droitier n'est pas totalement une surprise, son ampleur est en revanche assez spectaculaire. Différents facteurs contribuent à cette orientation politique particulière. En premier lieu, on n'entre pas dans la gendarmerie totalement par hasard. On peut penser que les membres de ce corps adhèrent plus que d'autres aux valeurs d'ordre, de patriotisme, d'autorité et de discipline traditionnellement portées par la droite.

En second lieu, le fait d'appartenir à un escadron plonge le militaire dans une ambiance très particulière. Il vit avec sa famille au contact de ses collègues au sein de la caserne, ceci renforçant la cohésion de groupe. L'esprit de corps, le poids du groupe et de ses valeurs sont donc omniprésents durant le travail comme au repos ce qui a sans doute des effets sur la façon dont les gendarmes mobiles et leurs proches se forment leurs opinions. Leur vision du monde et leurs conceptions de la société sont enfin sans aucun doute influencées par la nature et la réalité quotidienne de leurs missions. Assurer le maintien de l'ordre lors des manifestations de rue, patrouiller dans des cités sensibles, intervenir en cas de coups durs ou d'émeutes et participer à la répression de la délinquance constituent un quotidien très éloigné de celui d'un électeur « moyen ». Ce vécu particulier n'est sans doute pas étranger à ce vote lui aussi particulier. À cela s'ajoutent également des conditions matérielles laissant souvent à désirer tant pour ce qui est des moyens proposés pour l'exercice des missions que du confort des logements mis à disposition, qui suscitent souvent du mécontentement de la part des gendarmes et de leurs familles, terreau propice à un vote protestataire de la part d'une catégorie se percevant comme « la dernière roue du carrosse ».

La spécificité du vote des gendarmes mobiles ne ressort pas uniquement lorsque l'on compare les résultats électoraux de leur bureau de vote avec la moyenne de la ville, les écarts apparaissent également avec les bureaux de vote limitrophes de la caserne. Ceci démontre bien la singularité d'un vote gendarme que l'on peut distinguer très nettement par rapport aux votes émis dans le même quartier. En 2012, le « marqueur » de cette spécificité est une fois encore le vote en faveur de Marine Le Pen.

Présidentielle de 2012 : le score de Marine Le Pen dans les bureaux où est située la caserne et dans les bureaux limitrophes

	BV « gendarmes »	BV limitrophes	Écart
Toulouse – BV 142	27,7%	9,3%	+ 18,4 pts
Hyères – BV 22	42,1%	26,7%	+ 15,4 pts
Dijon – BV 87	30,8%	16,7%	+ 14,1 pts

	BV « gendarmes »	BV limitrophes	Écart
Bron – BV 5 et 6	24,9%	16,2%	+ 8,7 pts
Aubervilliers – BV 8	21,8%	9,3%	+ 12,5 pts
Rennes – BV 274	19,8%	8,7%	+11,1 pts
Maisons-Alfort – BV 4-6 et 7	20,5%	11,8%	+ 8,7 pts
Bouliac – BV 2	18,6%	12,4%	+ 6,2 pts

Si les écarts avec les bureaux limitrophes se retrouvent dans toutes les villes étudiées, leur ampleur est néanmoins variable. Cela peut certes s'expliquer par des différences d'environnement urbain selon que la caserne soit implantée dans un quartier pavillonnaire, bourgeois ou de grands ensembles. Mais un second paramètre est également ressorti lors de l'analyse. Toutes les casernes n'abritent pas les mêmes effectifs. Beaucoup ne comptent qu'un escadron (soit 110 hommes plus les familles), d'autres regroupent deux escadrons ou plus, des fonctions supports et même un état-major de région. En fonction du nombre de gendarmes affectés dans la caserne, le poids de la communauté gendarmique dans le corps électoral du bureau de vote variera assez sensiblement et mathématiquement, plus les gendarmes mobiles et leurs familles seront nombreux et plus la spécificité électorale de leur bureau de vote sera marquée.

En 2012, dans les bureaux de Toulouse, Hyères et Dijon, les effectifs dépassent les 400 électeurs domiciliés à la caserne de gendarmerie mobile sur les listes électorales. Dans ces bureaux, l'écart de vote pour Marine Le Pen avec les bureaux limitrophes est supérieur à 12 points, tandis qu'à Bouliac un effectif légèrement inférieur à 300 électeurs entraîne un écart de seulement 6 points avec les bureaux limitrophes.

Dans le même ordre d'idées, les effectifs de la caserne de Bron étaient répartis dans deux bureaux (5 et 6), ce qui limitait d'autant l'impact du vote des gendarmes et de leurs proches dans ces bureaux où l'écart n'atteint que 8,7%. Enfin, à Maisons-Alfort, où les bureaux 4, 6 et 7 accueillent respectivement environ 530, 280 et 410 électeurs domiciliés dans les locaux de la gendarmerie du quartier Mohier, les écarts sont de 12,8 points, 6,1 points et 7,3 points par rapport à la moyenne des

bureaux limitrophes.

On l'a vu, la proportion de gendarmes mobiles (et de leurs familles) dans les effectifs d'inscrits d'un bureau de vote peut varier assez fortement. Et plus cette proportion est importante et plus on peut approcher la réalité de ce vote en observant les résultats du bureau de vote en question. Le bureau de vote n°10 de Versailles constitue, de ce point de vue, un cas exceptionnel et très précieux de bureau « chimiquement pur ». En effet, ce bureau de vote situé à proximité immédiate du camp de Versailles-Satory présente la particularité de ne compter que des gendarmes et des membres de familles de gendarmes sur ses listes électorales. Si les résultats enregistrés dans ce bureau au premier tour de la présidentielle de 2012 indiquent une certaine hétérogénéité politique dans ce milieu, les candidats de gauche obtenant 17% des voix, ils sont néanmoins sans appel et confirment les tendances repérées plus haut.

Résultats électoraux dans le 10^e bureau de Versailles au premier tour de la présidentielle de 2012

	BV 10 – Versailles
Extrême gauche	1,2%
Jean-Luc Mélenchon	3,6%
François Hollande	11%
Eva Joly	1,4%
François Bayrou	11,7%
Nicolas Sarkozy	22,9%
Nicolas Dupont-Aignan	2%
Marine Le Pen	46,1%
Jacques Cheminade	0,1%

Le vécu professionnel, l'esprit de corps et les valeurs qui y sont rattachés aboutissent donc à une expression électorale vraiment très spécifique et très différente de celle du reste des Français. Pour autant, il ne s'agit ici que d'une estimation partielle et ce comportement électoral n'est pas totalement homogène. On peut ainsi penser que le vote des épouses ou compagnes diffère quelque peu de celui de leur conjoint notamment pour ce qui est du vote FN qui est toujours plus fort chez les hommes que chez les femmes. De la même façon, et pour nuancer une vision un peu trop monolithique, l'analyse par bureau de vote a montré que si le sur-vote pour le FN était systématique, son ampleur varie selon les mêmes « règles » que dans l'ensemble de la population. Il atteint ainsi des niveaux vraiment très élevés parmi les gendarmes mobiles et leurs familles dans le Sud-Est (Hyères) mais est moins haut en région parisienne (Maisons-Alfort) ou le Sud-Ouest (Bouliac).

Quoi qu'il en soit, la présence de casernes de la gendarmerie mobile sur un territoire donné ne passe jamais inaperçue sur le plan électoral dans la mesure où les votes dans les bureaux concernés se démarquent significativement de ceux des bureaux voisins. De la même manière, l'arrivée dans une commune d'unités de ce corps modifie le paysage électoral local. Le cas de la commune de Sathonay-Camp dans la région lyonnaise, en constitue une illustration exemplaire. Après la fermeture du camp militaire en 1997, les pouvoirs publics ont décidé de réaménager cet espace en y construisant des logements et en y implantant le Groupement I/V de la gendarmerie mobile. Au second semestre de l'année 2012, trois escadrons sont donc venus s'installer ainsi que les structures de commandement du groupement. Pour tenir compte de cet afflux de population, un cinquième bureau de vote a été créé après l'élection présidentielle de 2012. Consécutivement à cette implantation, le vote FN est passé sur l'ensemble de la commune de 18,5% en 2012 à 26,8% en 2017. Et comme le montre le tableau suivant l'essentiel de cette progression est due à ce nouveau bureau (BV n°5), dans lequel Marine Le Pen a recueilli 45,9% des voix...

2012-2017 : l'impact électoral de l'implantation d'unités de la gendarmerie mobile à Sathonay-Camp

Bureaux de vote	% Le Pen 2012	% Le Pen 2017	Évolution
BV n°1	18,8%	20,3%	+ 1,5 pt
BV n°2	18,1%	22,3%	+ 4,2 pts

Bureaux de vote	% Le Pen 2012	% Le Pen 2017	Évolution
BV n°3	20,4%	24%	+ 3,6 pts
BV n°4	17,2%	18,8%	+ 1,6 pt
BV n°5	Inexistant	45,9%	
Ensemble de la ville	18,5%	26,8%	+ 8,3 pts

On notera également que si les quatre premiers bureaux semblent relativement homogènes sociologiquement, le bureau de vote n°5 se distingue très clairement.

Le cas des gardes républicains

Comme leurs collègues de « la mobile », les gardes républicains résident en caserne avec leurs familles. Les adresses des cantonnements étant connues, il a été possible d'identifier les bureaux de vote correspondants. Et ici encore, les résultats électoraux détonent très nettement par rapport à leur environnement.

Ainsi, le bureau n° 46, situé boulevard Kellermann dans le 13^e arrondissement et où votent les gardes républicains, et leurs familles, du régiment cantonné caserne Kellermann est celui où, à la présidentielle de 2012, Marine Le Pen avait obtenu son score le plus élevé de toute la capitale (18,3%). On peut certes penser que la localisation de ce bureau (à proximité du périphérique) a contribué à ce fort vote FN, qui, à Paris, obtient précisément ses meilleurs résultats dans les bureaux situés aux portes de la capitale. Mais l'effet « garde républicaine » joue néanmoins significativement par-delà cette implantation. Pour s'en convaincre, on peut analyser les résultats des autres bureaux où la garde républicaine est représentée. Le bureau n°13 situé dans le 5^e arrondissement de Paris et où votent les locataires de la caserne de la place Monge, affiche un score de 10,3% pour Marine Le Pen en 2012, soit le niveau le plus élevé de tous les bureaux du centre de Paris (du 1^{er} au 11^e arrondissement). Toujours dans l'hypercentre de la capitale, les deux bureaux de vote situés à proximité des casernes des Célestins et Schomberg dans le 4^e arrondissement présentaient en 2012 les deux plus forts taux pour Marine Le Pen de l'arrondissement, et il en allait de même dans le 7^e arrondissement (9,3% dans le bureau n° 10 de la caserne Babylone).

Si les bureaux de vote abritant des contingents de gardes républicains se distinguent donc des autres bureaux de vote parisiens par un sur-vote pour Marine Le Pen, ce tropisme apparaît néanmoins moins marqué que pour les gendarmes mobiles. On peut penser que l'écart du comportement électoral renvoie principalement à un effet « garde républicaine » plus qu'au fait de se situer dans Paris. Il existe, en effet, un autre casernement pour cette unité situé cette fois en banlieue, à Nanterre plus précisément. Outre son implantation à l'extérieur du périphérique, dans une commune très populaire, ce casernement présente un autre avantage pour l'analyse. Ce bureau est en effet également « chimiquement pur » puisque l'ensemble des inscrits sont gardes républicains ou membres de familles de gardes républicains, toutes ces personnes étant logées au 80 rue Rouget-de-l'Isle, ce qui correspond au bureau 14 de la ville.

Comme le montre le tableau suivant, les résultats sur ce bureau de vote détonent très fortement avec la moyenne communale mais sont très proches de notre estimation du vote des gardes républicains intra-muros. Avec 37,5% des voix en 2012, Marine Le Pen était ainsi 26,8 points au-dessus de son score nanterrien mais seulement 3 points au-dessus de son score dans la garde républicaine basée à Paris. Comme dans le cas des gendarmes mobiles, ce sur-vote frontiste ne se fait pas au détriment de Nicolas Sarkozy (4,6 points de plus que la moyenne communale), ni de François Bayrou (+ 5,8 points) mais une nouvelle fois de la gauche. Jean-Luc Mélenchon obtient ainsi seulement 4,6% sur ce bureau (contre 18,6% sur l'ensemble de la ville) et François Hollande 17,4% contre près de 40,2%. Ces écarts sont d'autant plus marqués concernant la gauche que la ville de Nanterre, dirigée par le Parti communiste et comptant de nombreux grands ensembles, est elle-même très orientée à gauche.

Un très fort sur-vote FN dans le 14^e bureau de Nanterre au premier tour de la présidentielle de 2012

	Bureau n°14 (casernes de la garde républicaine)	Moyenne de la ville	Écart
Extrême gauche	0,9	1,6	- 0,7 pt
Jean-Luc Mélenchon	4,6	18,6	- 14 pts
François Hollande	17,4	40,2	- 22,8 pts

	Bureau n°14 (caserne de la garde républicaine)	Moyenne de la ville	Écart
Eva Joly	0,7	2,6	- 1,9 pt
François Bayrou	13,4	7,6	+ 5,8 pts
Nicolas Sarkozy	22	17,4	+ 4,6 pts
Nicolas Dupont-Aignan	2,8	1,3	+ 1,5 pt
Marine Le Pen	37,5	10,7	+ 26,8 pts
Jacques Cheminade	0,7	0,3	+ 0,4 pt

Un raidissement supplémentaire en 2014-2015

À l'instar de ce que nous avons déjà observé pour les militaires, il semblerait que sous l'effet de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2012, puis des attentats de 2015 et de la dégradation du contexte sécuritaire, le tropisme très droitier des gendarmes se soit amplifié durant cette période. Le vote Front national, déjà structurellement puissant dans les bureaux de vote auxquels sont rattachées les casernes de gendarmerie mobile ou de la garde républicaine, a ainsi très clairement augmenté entre la présidentielle de 2012 et les élections européennes de 2014, traduisant sans doute une exaspération de ces gendarmes et de leurs familles face à la politique sécuritaire et pénale du gouvernement mais aussi une profonde insatisfaction concernant leurs conditions de vie et de travail ainsi que peut-être une radicalisation suite aux événements de Notre-Dame-des-Landes.

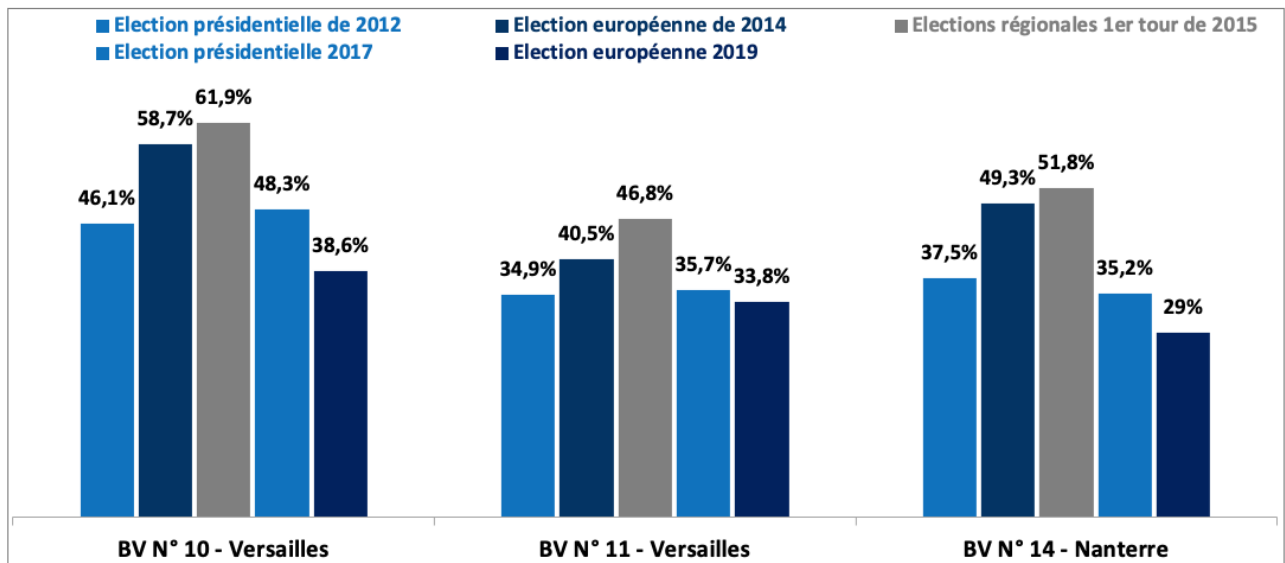
2012-2015 : évolution du vote FN dans certains bureaux de vote auxquels des casernes de gendarmes sont rattachées

Bureaux de vote	% Marine Le Pen 2012	% Front national européennes 2014	% Front national 1^{er} tour des régionales 2015
Hyères BV n°22 (2012-2014) devenu BV n°19 (2015)	42,1%	48,3%	64,4%
Nanterre BV n°14	37,5%	49,3%	51,8%
Amiens BV n° 36	23,9%	37,4%	43,9%
Lyon BV n° 2774	21%	29,1%	31,2%

Cette hausse déjà significative allait se poursuivre lors des élections régionales de 2015 comme le montre le tableau ci-dessus. À Hyères, Amiens et Lyon, il s'agit de casernes de gendarmes mobiles et à Nanterre d'une caserne de la garde républicaine, où ne votent, on l'a vu, que des gardes républicains et leurs familles.

Deux autres bureaux présentent les mêmes caractéristiques, il s'agit des bureaux n°10 (comprenant uniquement des gendarmes) et n°11 (très grosse proportion de gendarmes) de Versailles qui correspondent au camp de Satory. Ce camp abrite des militaires, des unités blindées de la gendarmerie mais aussi le très prestigieux GIGN, qui a notamment été engagé en première ligne face aux frères Kouachi à Dammartin-en-Goële en janvier 2015. Dans ces deux bureaux également, la progression du vote frontiste a eu lieu entre 2012 et 2014 puis de nouveau entre 2014 et 2015.

Évolution du vote FN entre 2012 et 2019 dans le camp de Versailles-Satory et la caserne de la garde républicaine de Nanterre



Le scrutin de décembre 2015 restera donc comme un moment très particulier, avec un contexte terroriste ayant « chauffé à blanc » l'électorat appartenant aux forces de sécurité. Pour ce qui est des gendarmes mobiles, d'autres événements avaient pesé sur le moral en plus des attaques terroristes. À l'été et à l'automne 2014, le chantier du barrage de Sivens fut le théâtre de violents affrontements, occasionnant des blessés dans les rangs de forces de l'ordre et la mort du manifestant Rémi Fraisse, événement qui ternit l'image de la gendarmerie mobile. Mêmes scènes en 2015 autour de la « jungle de Calais », qui engendra le déploiement de nombreux escadrons de gendarmerie mobile et où les affrontements avec des migrants et les militants *No border* se soldèrent par des blessés supplémentaires. Enfin, le 30 juillet 2014, le Conseil des ministres prononça une mutation-sanction à l'encontre du général François Soubelet, numéro trois de la gendarmerie nationale après qu'il eut tenu des propos sans langue de bois sur l'état de la gendarmerie, propos qui lui valurent le soutien de la base.

Le vote FN/RN va ensuite refluer à Satory lors de l'élection présidentielle de 2017 puis des européennes de 2019, tout en demeurant très élevé. Cette tendance se confirmera également dans le bureau correspondant à la caserne de la garde républicaine de Nanterre.

L'observation de ces trois bureaux permet de mettre en lumière que le comportement électoral de ces gendarmes et gardes républicains, pour typé qu'il soit, n'en est pour autant pas homogène, loin s'en faut, notamment pour ce qui est des européennes. Dans les bureaux de Versailles-10 et de Nanterre-14, qui ne comptent que des gendarmes et leurs familles, la liste Jadot obtient ainsi respectivement 9,4% et 17,8% par exemple. La liste Loiseau, quant à elle, pointe à 19,6% et 17,1%, ce qui n'est pas négligeable. Pour autant, comme le montre le tableau suivant, la liste LREM n'a pas vraiment profité du décrochage de la droite entre 2017 et 2019.

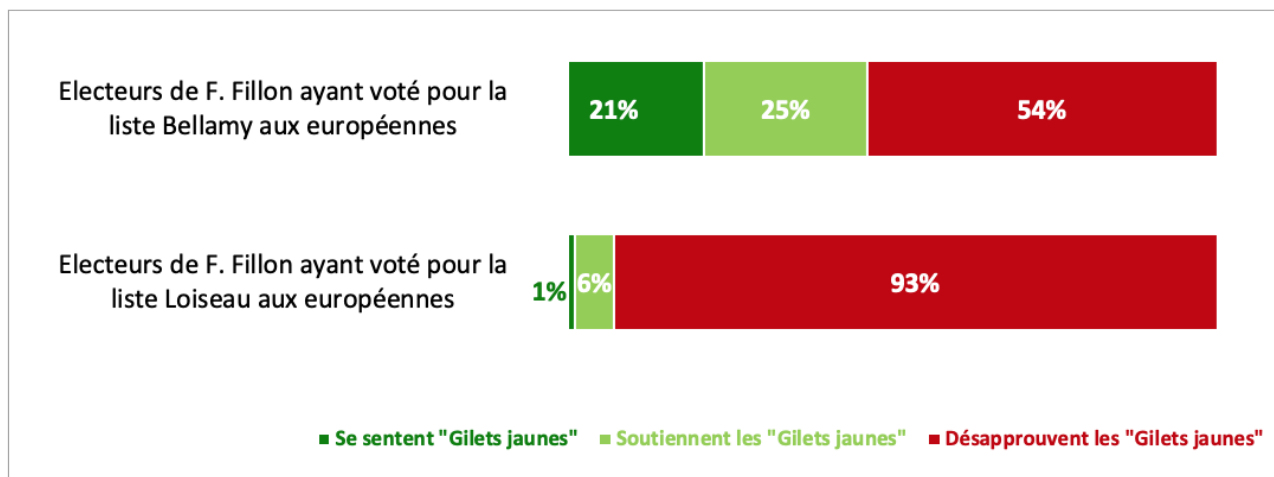
2017-2019 : évolution des scores de LR et LREM à Satory et dans le bureau de Nanterre-14

	% Fillon 2017	% Bellamy 2019	Évol.	% Macron 2017	% Loiseau 2019	Évol.
Versailles -10	15,4%	6,4%	- 9 pts	15,9%	19,6%	+ 3,7 pts
Versailles-11	14,3%	9,9%	- 4,4 pts	21,5%	16,4%	- 5,1 pts
Nanterre-14	14,9%	6,7%	- 8,2 pts	21,2%	17,1%	- 4,1 pts

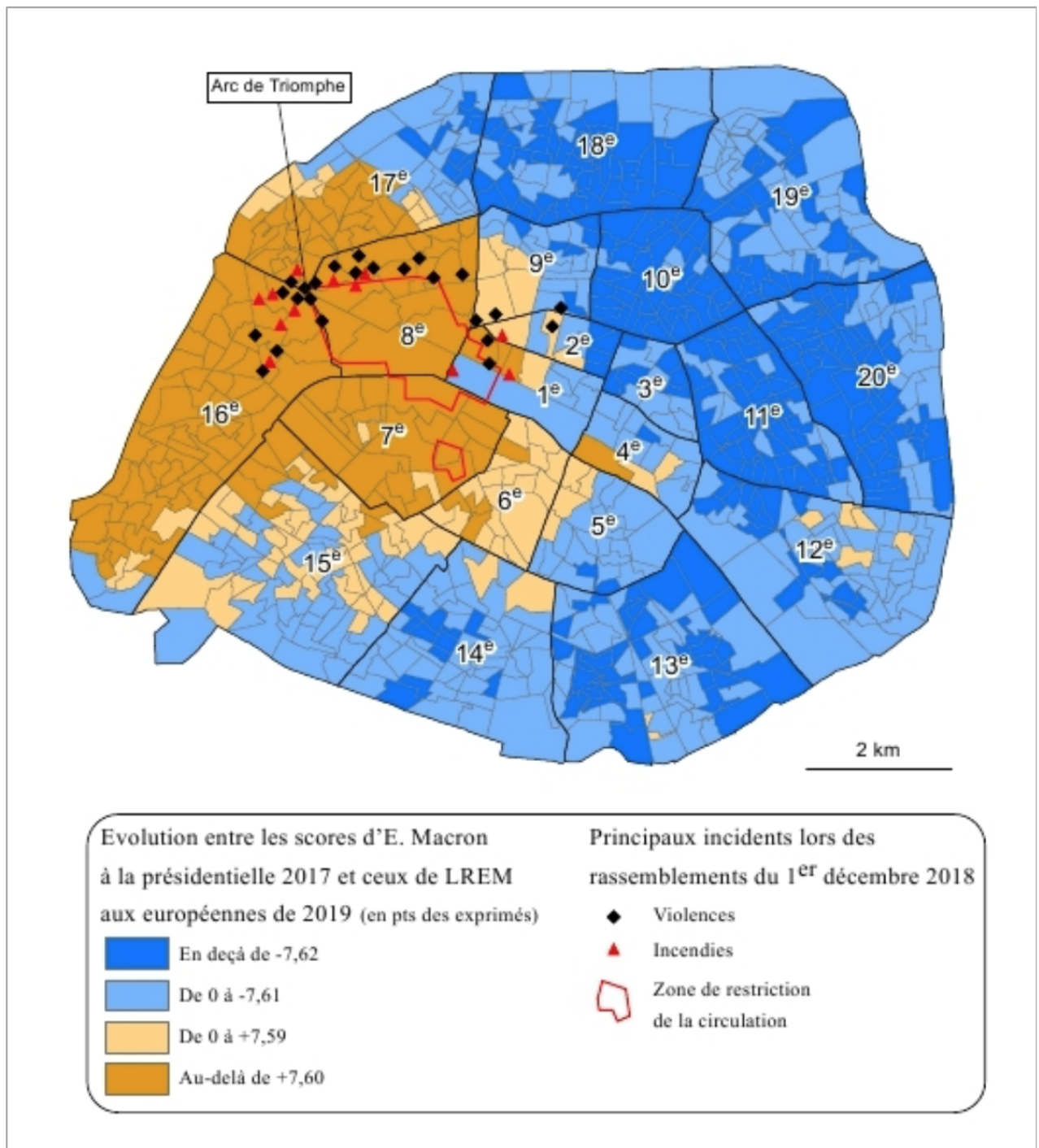
En 2019, le ralliement au « parti de l'ordre » plus fréquent dans les beaux quartiers que dans les casernes de gendarmerie

Sur le plan national, un des enseignements majeurs de cette élection a été le basculement d'une partie significative (25%) de l'électorat filloniste vers LREM. Ce mouvement a certes été motivé pour des raisons de positionnement sur la question européenne – l'électorat pro-européen de droite se trouvant plus en phase avec le discours de LREM qu'avec celui des Républicains sur ce sujet. Mais un autre ressort a également puissamment contribué à ce mouvement de bascule. À la suite des violences s'étant déroulées durant la crise des « gilets jaunes » (violences contre les forces de l'ordre, dégradations de bâtiments publics et de monuments, pillages et saccages de magasins et commerces, incendies...), toute une frange de l'électorat de droite a été sensible à la thématique du « parti de l'ordre », rejouée opportunément par le gouvernement à cette occasion. Les données de l'Ifop montrent clairement que l'attitude vis-à-vis des « gilets jaunes » a joué dans ce ralliement d'une partie de l'électorat de droite au camp présidentiel. Ainsi, si les électeurs fillonistes fidèles aux Républicains aux européennes étaient très partagés sur ce mouvement, la quasi-totalité des électeurs fillonistes ayant opté pour LREM désapprouvaient les « gilets jaunes ».

Le rapport au mouvement des « gilets jaunes » dans l'électorat filloniste



Ce réflexe de défense des institutions et de ralliement au « parti de l'ordre » a été particulièrement marqué dans les beaux quartiers. C'est le cas notamment à Bordeaux mais aussi et surtout dans l'Ouest parisien, où le 8^e arrondissement et la partie nord du 16^e arrondissement furent le théâtre des violences et des destructions, en particulier le 1^{er} décembre.



Le fait que ces événements se déroulent sous les fenêtres de ces habitants, peu habitués à de telles scènes, a sans doute produit un choc psychologique important, amplifiant le mouvement de basculement électoral.

D'après les données dont nous disposons, un tel mécanisme ne s'est pas mis en branle dans les rangs des gendarmes mobiles, pourtant eux aussi aux premières loges lors de ces manifestations. Si la droite a fortement reculé dans cet électorat par rapport à la présidentielle, LREM n'y

enregistre pas de progression spectaculaire, comme cela a pu être observé dans les beaux quartiers de la capitale et des grandes villes de province. L'électorat aisé et retraité de droite qui a basculé vers LREM a répondu à la rhétorique du « parti de l'ordre » et ce d'autant plus qu'il n'éprouvait aucune proximité culturelle vis-à-vis des « gilets jaunes ». En dépit du fait qu'ils se situaient de part et d'autre de la barricade, cette distance sociologique, voire idéologique, est sans doute moins importante entre les gendarmes mobiles et les « gilets jaunes », dont on rappelle que près de 40% ont voté pour la liste du RN...

Le vote des personnels de l'administration pénitentiaire

Parallèlement à ce que nous avons observé pour les militaires, d'autres communes à relativement faible population, mais comptant sur leur territoire un établissement pénitentiaire – dont les agents représentent donc une part significative du corps électoral, même si tous ne se résident pas dans la commune où est implantée la prison – permettent d'observer un sur-vote frontiste localisé, ce qui indiquerait une inclinaison également marquée pour le RN des personnels pénitentiaires. Ainsi, dans l'Aube, la liste de Jordan Bardella a obtenu 50,7% des voix à Ville-sous-la-Ferté, où est située la prison de Clairvaux, contre une moyenne départementale de 33,4%. Cet établissement emploie 200 fonctionnaires et la commune compte 621 inscrits. Schéma assez similaire à Aiton en Savoie : 41,4% pour le RN dans cette commune de 833 inscrits (le centre pénitentiaire employant 200 personnes) contre seulement 21,1% sur le plan départemental.

Nous avons mené une analyse parallèle en milieu urbain pour conforter ces résultats. En effet, les gardiens de prison bénéficient parfois de logements dans le parc locatif public qui sont mis à leur disposition par l'administration. Il ne s'agit pas d'une configuration similaire à un casernement de gendarmes mobiles ou de gardes républicains bien entendu mais, dans certains cas, le nombre de personnels pénitentiaires dans un immeuble ou un groupe d'immeubles peut être très important. Ces logements réservés, situés à proximité immédiate des centres de détention, peuvent représenter une part significative de la population de ces quartiers et les gardiens de prison et leurs proches peuvent y constituer une proportion non négligeable des inscrits sur les listes électorales. Ainsi, à Fleury-Mérogis, sur les 600 logements que compte l'ensemble d'immeubles appelés Les Résidences, 350 sont attribués par l'administration pénitentiaire.

Dans les trois cas que nous avons pu identifier, ces bureaux de vote se distinguent aussi par rapport au reste de la ville en ce qui concerne le vote FN/RN à chaque scrutin. Ainsi, dans le 9^e arrondissement de Marseille, où le bureau n°979 (intégrant la résidence Les Baumes où sont logés une partie des agents travaillant aux Baumettes toutes proches) affichait un taux de 35,6% pour le RN contre 26,3% en moyenne sur l'arrondissement aux européennes. À Fleury-Mérogis, le bureau

de vote n°3 (englobant l'ensemble Les Résidences) a voté à 34,9% pour la liste Bardella contre 29,1% sur l'ensemble de la commune. Ce phénomène fut plus marqué à Fresnes : 18,2% dans le bureau de vote n°6 contre 12,2% en moyenne sur la ville.

À l'instar de ce que l'on avait observé pour les gendarmes et ou les militaires, on constate rétrospectivement dans ces trois cas concernant le personnel pénitentiaire de nouveau un sur-vote très marqué pour le FN au premier tour des régionales de 2015 et une progression du FN lors de ce scrutin plus importante dans ces bureaux, où votent de nombreux personnels pénitentiaires, que dans le reste de la ville en question.

2012-2019 : un niveau et une progression du vote FN nettement supérieurs à la moyenne communale dans les bureaux où votent de nombreux personnels pénitentiaires

Commune	% Le Pen 2012	% FN - 1 ^{er} tour des régionales 2015	% Le Pen 2017 - 1 ^{er} tour	% RN - européennes 2019
Fresnes - ensemble de la commune	11,5%	16,8%	11,1%	12,2%
BV n°6 de Fresnes	21%	31,7%	20,3%	18,2%
Fleury-Mérogis - ensemble de la commune	20,5%	31%	25,5%	29,1%
BV n°3 de Fleury-Mérogis	25,9%	38,4%	33,3%	34,9%
Marseille - 9^e arrondissement	21,1%	36,2%	23,1%	26,3%
BV n°979 de Marseille - 9^e	32,4%	47,1%	33,7%	35,6%

Hormis le contexte terroriste jouant sans doute comme dans les autres corps des forces de sécurité, l'année 2015 avait été particulièrement dure pour les personnels du ministère de la Justice. D'après les syndicats, en 2015, 4 500 agressions d'agents pénitentiaires et 18 prises d'otages avaient été enregistrées. Des mutineries particulièrement violentes avaient éclaté dans la prison d'Aiton (Savoie) et à Condé-sur-Sarthe (Orne) en octobre 2015. Le 22 octobre, soit un mois et demi avant le premier tour des régionales, les syndicats organisèrent, pour la première fois depuis dix ans, une manifestation nationale à Paris qui rassembla près de deux mille personnes. Ce contexte particulier allait par ailleurs nourrir d'autres mobilisations dans les établissements pénitentiaires ces dernières années suite notamment à de nouvelles agressions de gardiens (actes impliquant des détenus de droit commun ou des individus radicalisés). En janvier 2018, l'attaque des trois surveillants à la prison de Vendin-le-Vieil fut à l'origine d'un mouvement social sans précédent qui toucha et paralysa plus ou moins fortement près de 120 établissements durant deux semaines.

Ce climat social et sécuritaire particulièrement lourd eut des répercussions. En décembre 2018, le syndicat FO-Pénitentiaire, qui avait été le fer de lance de la mobilisation de janvier, ravit la première place au syndicat UFAP-UNSA, accusé d'être trop conciliant avec l'administration. Sept mois plus tard, dans d'autres urnes, bon nombre de gardiens et personnels de la pénitentiaire optaient par la liste RN.

Cette liste arriva également en tête dans un autre corps électoral : celui des détenus ! Pour la première fois, le ministère de la Justice avait mis en place un système de vote par correspondance offrant aux prisonniers davantage la possibilité de voter que par le passé (où, dans la pratique, les détenus étaient très peu nombreux à voter). 5 200 personnes incarcérées s'étaient inscrites et 4 400 ont voté. Le RN vira en tête avec 23,6% des voix suivi par La France insoumise (19,7%), loin devant la liste de Nathalie Loiseau (9,1%). Le fait que le RN et La France insoumise (LFI) soient arrivés premiers peut en partie s'expliquer par leur positionnement antisystème qui a sans doute rencontré un certain écho dans ce public, placé *de facto* en marge de la société. Par ailleurs, à l'instar de ce que l'on observe dans le corps des gardiens de prison, les problèmes d'insécurité, de violence, de communautarisme et de radicalisation qui touchent les prisons françaises ont sans doute joué en faveur du RN auprès d'un public aussi exposé que les personnels de l'administration pénitentiaire : les détenus eux-mêmes.